

Marches des fiertés : liberté et égalité !

mercredi 23 juin 2010, par [Act Up](#), [CAVARROC Colin](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [TaPaGeS](#) (Date de rédaction antérieure : 22 juin 2010).

Sommaire

- [ACT'UP](#)
- [TAPAGES](#)
- [HOMOPHOBIE : CHATEL N'AZUR PAS](#)
- [SUCCÈS DE LA RÉUNION PUBLIQUE](#)
- [HOMOPHOBIE ET TRANSPHOBIE \(...\)](#)

Comme chaque année au mois de juin, des Marches des fiertés ont lieu partout en France. Ces manifestations politiques nous rappellent ainsi qu'en 1969 à New York, plusieurs nuits d'émeutes ont marqué la première rébellion LGBTI [1] de l'histoire. Même si elles sont particulièrement festives, ces marches sont aussi des marches d'affirmation dans lesquelles se rassemblent plusieurs centaines de milliers de personnes, notamment à Paris. Si aujourd'hui, pour certains, affirmer son orientation sexuelle est devenu moins complexe que par le passé, pour les autres, cette même affirmation peut devenir synonyme de violence et d'oppression. Le combat est politique puisqu'il en va de l'émancipation collective homosexuelle mais aussi hétérosexuelle en revendiquant une égalité des droits. « Urgent » et « nécessaire », voici les adjectifs qui doivent nous animer encore et toujours dans ces luttes... Cette année, le mot d'ordre de cette marche est clair : « Violences, discriminations : ASSEZ ! Liberté et égalité, partout et toujours ».

Aujourd'hui encore, on ne peut nier qu'une réelle violence frappe lesbiennes, transexuelEs, bisexuelEs et gays. Il est temps que les pouvoirs publics prennent la mesure des discriminations quotidiennes et agissent réellement pour que la découverte de l'orientation sexuelle ne soit plus intimement liée à la souffrance et à la stigmatisation. Le combat sera long vers cette égalité des droits, le NPA dans son ensemble et sa diversité est invité à apporter sa pierre à l'édifice !

À l'occasion des Marches des fiertés, la commission LGBTI du NPA a interviewé trois associations : TaPaGeS, OUTrans' et Act'Up pour faire un petit état des lieux de la situation en France aujourd'hui. L'intégralité de ces interviews se trouve sur ci-dessous.

LES PROPOSITIONS DU NPA

En tant que commission LGBTI du NPA, nous soutenons bien sûr toutes les revendications démocratiques qui permettent de vivre mieux, y compris dans le cadre de cette société. Mais comme pour toutes les conquêtes démocratiques, nous ne sommes pas dupes. Il faudra un vaste mouvement d'ensemble contre les exploitations et les oppressions diverses dans l'unité, pour vivre vraiment mieux dans une société organisée pour le bien-être du plus grand nombre.

Droit au mariage

Nous soutenons le droit au mariage, comme l'égalité des droits dans son ensemble, ce qui ne veut pas dire que nous restons enfermés dans la défense des droits existants et limités de cette société. Nous sommes pour l'ouverture du mariage aux couples de tous les sexes, tout en réclamant la fin

des discriminations mariés/célibataires par exemple.

Droit au séjour

Le droit au séjour doit être ouvert et libre hors des seules politiques familiales. Les trans, les homos et les intersexes subissent comme les femmes la multiple oppression. Ils doivent s'organiser pour imposer des lois qui permettront leur protection contre les politiques d'État discriminatoires et contre les oppressions qu'elles/ils subissent à travers le monde dans toutes les cultures et par toutes les lectures régressives des religions. Elles/Ils doivent rechercher l'unité pour imposer un travail sur leurs oppressions spécifiques dans les syndicats de salariés, dans les partis de gauche et le monde associatif antiraciste et sans papiers.

Solidarité internationale

Il y a fort à parier, par ailleurs, que la montée en puissance de la crise capitaliste qui fragilise les plus opprimés à travers la destruction des services publics de santé et d'éducation entre autres (la famille reprenant son rôle de protection « naturelle » mais bien sûr aussi de cadre oppressif) aura des conséquences sur les LGBTI notamment dans les pays dominés. La solidarité internationale devra être un axe permanent de notre travail.

Note :

1. Lesbienne, gay, bi, trans', intersexe.

ACT'UP

Où en est-on de l'égalité des droits aujourd'hui en France ?

Le gouvernement français est opposé à l'égalité des droits, il est homophobe. Il se targue de quelques avancées, il ne s'agit que de miettes. Le gouvernement a accordé aux trans' une dépsychiatisation de façade, a reconnu la journée mondiale contre l'homophobie, s'est fendu de quelques campagnes de lutte contre les discriminations, mais maintient les trans', les pédés et les gouines dans une situation de sous-citoyenneté.

Quelques améliorations ont été apportées au Pacs, mais cela fait partie d'une stratégie politique : enjoliver ce contrat pour continuer de nous refuser le droit au mariage. Pour nous, gays et lesbiennes, c'est la seule union légale qui nous soit autorisée. La France nous impose toujours son modèle de famille, sous couvert de « l'intérêt suprême de l'enfant » mais, dans le même temps, exclut du droit des milliers de gamins dont les parents sont pédés ou lesbiennes. Nous sommes homosexuelEs, et non stériles, nos enfants existent et n'ont pas la reconnaissance juridique qu'exige leur situation. Le gouvernement nous refuse le droit à fonder une famille : un couple pacsé n'a pas le droit d'adopter - la droite a retoqué une proposition de loi en ce sens il y a trois mois - et pour qu'une gouine puisse lancer une procédure d'adoption, il lui faut mentir quant à son orientation sexuelle. Les couples homosexuels sont exclus du recours à l'assistance médicale à la procréation (AMP), et la gestation ou procréation pour autrui (GPA) reste prohibée.

On peut ajouter à ce contexte les agressions verbales homophobes venant de personnalités politiques. Quelle cohérence y a-t-il à financer des affiches contre l'homophobie, en accueillant des

personnalités homophobes sur ses listes électorales ?

Quelle mobilisation envisage Act'Up-Paris face à cette situation ?

Le mot d'ordre de la Gay Pride 2010 est « Violences, discriminations, ASSEZ ! Liberté et égalité, partout et toujours ». Pour en finir avec ces violences, il faut légiférer. L'égalité des droits n'est pas à espérer « un jour, quelque part »... C'est ici et maintenant que nous l'exigeons.

Tant que des Vanneste, Longuet, Sarkozy, Boutin, Guérin, Accoyer, etc., pourront déballer leur haine homophobe, les violences homophobes « de rue » seront légitimées. Act'Up-Paris a saisi la Cour européenne des droits de l'homme, à la suite de « l'affaire Vanneste ». Nous aurons recours à la justice à chaque fois que cela s'avérera nécessaire.

Nous n'avons rien à espérer de certaines formations politiques, nous connaissons nos ennemiEs. Il est grand temps que les partis prennent leurs responsabilités sur l'égalité des droits en s'engageant pour l'ouverture du mariage aux couples de même sexe et aux transexuelLEs, leur accès à la procréation médicalement assistée et à l'adoption. Les partis doivent se prononcer, maintenant, et aller au bout de leurs prises de position. Nous attendons aussi que les gays puissent, comme tout un chacun, donner leur sang.

À chacunE, parti ou individu, de s'interroger sur sa place dans une société qui exclut une partie de ses citoyenEs au seul motif de ses préférences sexuelles.

TAPAGES

Quelle est l'histoire de TaPaGeS [1] ?

TaPaGeS s'est créé il y a cinq ans en écho aux luttes de 2004 autour du droit au mariage. Nous étions alors très en colère (cela n'a pas changé !) d'être considéréEs, par la loi, comme des sous-citoyenEs, révoltéEs par l'homo-lesbo-transphobie de l'État, de ses appareils et de ses alliés. Et nous étions en désaccord avec les tactiques polies, gentilles, conciliantes de nombreuses associations LGBTI.

Deux mois après notre création, lors du référendum sur la Constitution, nous nous sommes engagés pour le « non », stupéfaitEs de constater que les homos étaient les alibis progressistes d'un texte libéral et antidémocratique !

Dès le début, en fait, on s'est mêléEs, comme trans', pédés, gouines, de ce qui ne nous regardait pas... Parce que s'intégrer, pourquoi pas, mais pas à n'importe quelle société ! Pas à celle-ci, en tout cas. Et pas au prix de nos singularités.

De fait, notre seule boussole est le combat pour l'égalité de chacunE avec touTEs, contre la logique inégalitaire de ce système, qui ne cesse de hiérarchiser les individus, les genres et les sexes, les orientations sexuelles, les perspectives amoureuses et/ou érotiques mais aussi les origines, les cultures, les salariéEs, etc.

Quel bilan faire de la Marche strasbourgeoise ?

La Marche qui commémore tout de même une révolte de trans', talons aiguilles à la main, contre des flics en 1969, à New York, est, chaque année, une date importante, et un succès. On la souhaiterait bien sûr plus militante, plus hargneuse, plus lyrique, moins normée et normative, solidaire des Marches réprimées, débarrassée des marchands. Mais c'est toujours émouvant de se retrouver comme cela à plusieurs centaines de personnes, dans la rue, sans honte ni peur, et de faire l'expérience de ne pas y être des intrus avec nos corps et nos désirs.

Pour la troisième année consécutive, nous avons constitué un bloc rose, rouge, noir, internationaliste... avec d'autres groupes féministes, lesbiens, trans', pour affirmer, ensemble, que si nous marchons et luttons, ce n'est pas pour un monde plus tolérant, mais bien pour un monde différent.

Note

1. TransPédéGouines de Strasbourg : <http://tapages67.org>

* *Paru dans Hebdo TEAN 61 (24/06/10).*

Communiqué de presse de TaPaGeS

TaPaGeS(TransPédéGouines de Strasbourg)TaPaGeS a participé ce samedi 12 juin 2010 à la 9^e Marche de la Visibilité Homosexuelle, Bisexuelle et Transgenre de Strasbourg au sein d'un pink bloc initié par La Lune, Les Poupées en pantalon, OtR, STS et TaPaGeS.

Cette marche se déroulait dans un climat particulier, entre insultes homophobes du député UMP Vanneste, incitation à la haine de la part du Vatican, intimidations proférées par des groupes fascistes ultra-religieux.

Notre bloc, militant, entendait rappeler que si festives soient nos marches (et elles sont festives : comment pourrait-il en être autrement ? fête de voir la rue occupée, sans honte ni peur, par des gouines, des pédés, des bi, des trans'), elles trouvent encore leurs origines dans de légitimes colères.

TaPaGeS est, à ce titre, partie prenante de la campagne « Égalité des droits ».

Tract, photos, liens :

http://tapages67.org/_pages/actions/act_20100612.html

TaPaGeS, le 12 juin 2010

TransPédéGouines de Strasbourg

HOMOPHOBIE : CHATEL N'AZUR PAS

La campagne mise en place pour faire connaître la ligne azur contre l'homophobie, n'est qu'un paravent pour faire oublier les multiples dérapages homophobes des élus de droite.

Selon le ministère de l'Éducation, « *lutter contre [l'homophobie] est un enjeu de citoyenneté, de réussite scolaire et de santé publique* ». C'est en ce sens, sans doute, que Luc Chatel a annoncé en grande pompe la mise en place d'une campagne dans les établissements, à grand renfort d'affiches et de cartes mémo visant à faire connaître aux collégiens de quatrième et de troisième ainsi qu'aux lycéens le numéro de la ligne azur (www.ligneazur.org) qui informe, écoute et soutient les jeunes se posant des questions sur leur orientation sexuelle.

L'initiative a de quoi séduire. En effet, les propos homophobes sont monnaie courante et participent à la violence en milieu scolaire. Verbale et physique, celle-ci conduit les personnes concernées à se taire par honte, par peur ou par culpabilité. Et il est à parier que ce n'est pas dans le cadre familial que les jeunes découvrant leur homosexualité pourront librement parler, se sentir écoutés et confortés dans leur choix.

L'UMP serait-elle tout à coup devenue une fervente militante de la cause homosexuelle ?

Cette campagne, lancée en mars, ne connaît que peu d'échos : les affiches ont été envoyées aux proviseurs qui n'ont aucune obligation de les utiliser. Elles sont, de fait, invisibles dans la plupart des établissements quand elles ne sont pas reléguées dans les pôles médico-sociaux.

Par cette mesure, le gouvernement se drape d'éducation anti-discriminatoire : beau paravent pour faire oublier les propos homophobes de Vanneste, Boutin et consorts... Par ailleurs, Chatel avait lui-même refusé qu'un court-métrage intitulé *le Baiser de la Lune* soit diffusé à des élèves de CM1 et CM2 : le dessin animé, mettant en scène une gentille histoire d'amour entre deux poissons mâles, était sans doute trop subversif...

L'État se repose sur l'intervention très partielle de quelques associations agréées par le ministère (SOS Homophobie, Contact...), qui, bien évidemment, ne suffit pas. Les jeunes LGBTI risquent beaucoup plus de tenter de se suicider que leurs camarades hétéros (de 5 à 14 fois plus selon les études), et il est avéré que ces risques accrus ne sont pas dus à l'orientation sexuelle en soi, mais au contexte socioculturel qui rejette et stigmatise les comportements sexuels dits « déviants ». Ce n'est qu'avec une politique ambitieuse de formation des adultes encadrants (enseignants, personnels de vie scolaire...) sur les questions de lutte contre les discriminations, et notamment les LGBTI-phobies, par des organismes professionnels que les élèves, au quotidien, pourraient lentement évoluer, et lutter contre le matraquage raciste, sexiste et homophobe de la société.

Colin Cavarroc

** Paru dans Hebdo TEAN 59 (10/06/10).*

SUCCÈS DE LA RÉUNION PUBLIQUE LGBTI DU NPA

Le 21 mai dernier, à l'occasion de la journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, la commission lesbiennes, gays, bi, trans et intersexués de la région parisienne du NPA organisait, dans un bar du 20^e arrondissement, une réunion publique sur le thème de la solidarité internationale dans les combats LGBTI [voir ci-dessous]. Une soixantaine de personnes y ont participé, venues de divers horizons : militants et sympathisants du NPA, de différentes associations ou groupes LGBTI, mais aussi habitants du quartier... Ce qui constitue un succès prometteur, pour une première initiative de ce genre !

Suzanne, au nom du NPA et de la commission, a d'abord rappelé les raisons de notre engagement, articulant anticapitalisme, luttes LGBTI et internationalisme. Construire des solidarités avec les gays, les lesbiennes et les trans persécutés dans leurs pays implique de lutter contre les lois racistes restreignant le droit d'asile en France ; mais cela implique également de conquérir des droits ici : la France qui donne des leçons sur les droits humains continue de traiter les gays et les lesbiennes comme des sous-citoyens, leur refusant l'égalité des droits, et les trans sont toujours considérés comme des malades. Puis, Lalla et Elsa, déléguées de l'assemblée générale des trans (à Paris le 25 avril), sont revenues sur les enjeux de la lutte pour la dépsychiatisation de la transidentité. Dans un contexte où le ministère de la Santé joue des effets d'annonce sur ce thème, elles ont expliqué la démarche qui a conduit à organiser l'assemblée, ainsi que les revendications qui en ressortent.

Enfin, Peter Drucker, militant impliqué dans les luttes LGBTI aux États-Unis et aux Pays-Bas, a rappelé la nécessité d'un internationalisme conséquent, qui pointe les responsabilités de nos propres États impérialistes dans le soutien de régimes homophobes dans certains pays du Sud. Il a aussi montré que la montée de la xénophobie et de l'islamophobie aux Pays-Bas conduit certains politiciens à instrumentaliser l'homophobie pour en rendre responsables les immigrés. Pourtant, a-t-il rappelé en s'appuyant sur des études, les discriminations et les violences sont transversales à toute la société néerlandaise. Un débat riche et intense s'est ensuivi sur la place des personnes trans dans nos luttes, les stratégies des mouvements LGBTI et l'enjeu des cadres unitaires, la définition d'une orientation plus radicale, le rôle (et les difficultés) d'une commission comme la nôtre, la prise en compte des luttes LGBTI. Une première expérience à rééditer.

** Paru dans Hebdo TEAN 58 (03/06/10).*

LUTTES DES PERSONNES LESBIENNES, GAYS, TRANS ET INTERSEXUÉES : SOLIDARITÉ CONTRE LEUR ORDRE MORAL ET MARCHAND !

COMMUNIQUÉ DU NPA

Comme tous les ans, le 17 mai, la journée internationale de lutte contre l'homophobie permet de mettre en lumière les crimes et les inégalités que subissent les personnes LGBTI à travers le monde. Ces dernières années, l'émergence de mouvements d'émancipation dans de nombreux pays du monde a donné une visibilité à ces luttes vitales contre la répression, les violences et la criminalisation des pratiques homosexuelles et de la transidentité. Il est donc très important d'engager la discussion sur le type de solidarité que nous pouvons mettre en place avec ces combats. A l'heure de la mondialisation armée, cela implique de refuser l'instrumentalisation de nos combats par les rhétoriques du « choc des civilisations ». La lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie n'est pas soluble dans les logiques guerrières et « civilisatrices » des

Etats impérialistes !

Mais cela implique également de regarder ce que nous devons faire concrètement, ici en France. Dans un contexte de crise du capitalisme, les vieilles recettes racistes et populistes sont réactivées : les gouvernants cherchent à diviser la population, à opposer français et immigrés. Pour nous la régularisation de tou-te-s les sans papiers est aussi une revendication féministe et LGBTI. De la même manière, la casse des services publics et la remise en cause des droits sociaux font resurgir les discours de revalorisation de la famille comme cadre de solidarité « naturelle ». En tant que personnes LGBTI, nous sommes en première ligne face à ces régressions, à l'heure où le Vatican réactive ses rhétoriques homophobes les plus réactionnaires. Enfin, alors que le ministère de la santé se targue hypocritement de vouloir « dépsychiatriser » la transidentité, l'émergence d'un mouvement autonome et déterminé des personnes trans, à travers l'AG trans d'avril dernier, est un encouragement pour nos luttes !

Le NPA vous propose d'en débattre, autour de l'intervention de :

Peter Drucker, activiste LGBT aux Pays Bas, auteur de Different Rainbows (sur l'émergence des mouvements LGBTI dans les pays du Sud) interviendra sur les enjeux de la solidarité internationale dans les luttes LGBTI

Vendredi 21 mai, à partir de 18h

Au bar Le Lieu Dit, rue Sorbier, Paris 20^e

(Métro Ménilmontant ou Gambetta).

Le 12 mai 2010.

HOMOPHOBIE ET TRANSPHOBIE : UNE LUTTE INTERNATIONALE

La journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie rappelle les nombreux combats qu'il reste à mener pour défendre les droits des personnes LGBTI.

Comme tous les ans, le 17 mai, la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie a mis en lumière les crimes et les inégalités que subissent les personnes lesbiennes, gays, bis, trans et intersexuées (LGBTI) à travers le monde.

L'émergence de mouvements d'émancipation dans de nombreux pays du monde a donné une visibilité aux luttes vitales contre la répression, les violences et la criminalisation des homosexuels et des personnes vivant une transidentité.

Cette solidarité évidente avec les victimes de répression en raison de leur orientation sexuelle ou de leur genre doit aussi être réfléchie dans le contexte de la mondialisation et des guerres impérialistes. À travers l'opposition idéologique entre « civilisations », les questions LGBTI se retrouvent parfois, bien malgré elles, être un enjeu politique, dans lequel certains États se réclamant de valeurs libérales instrumentalisent hypocritement l'homosexualité comme symbole des valeurs occidentales. Pourtant, l'homophobie n'a ni frontières ni religion favorite : de la Pologne aux États-Unis, de l'Iran au Sénégal, les LGBTI et leurs mouvements ne sont bien souvent que les boucs

émisaires de politiques réactionnaires.

L'internationalisme implique de penser le soutien avec ceux et celles qui luttent dans leurs pays, tout en combattant les politiques impérialistes de nos États, qui maintiennent une partie de l'humanité dans la pauvreté et la misère et soutiennent les pires dictatures quand leurs intérêts sont en jeu. Lutter contre la LGBTI-phobie et construire une véritable solidarité internationale consiste à prendre en compte les situations locales. Il ne s'agit pas d'imposer un modèle d'émancipation « occidentale », mais de soutenir les formes de luttes et d'affirmation dans leur diversité. Être internationaliste, c'est aussi exiger la liberté de circulation des personnes et lutter contre les politiques racistes d'immigration et d'asile dont le durcissement démagogique privent les LGBTI d'un repli vital en cas de répression.

Ce combat nécessite également de regarder la situation concrète des personnes LGBTI en France. Dans un contexte de crise du capitalisme, la casse des services publics et la remise en cause des droits sociaux font resurgir les discours de revalorisation de la famille comme cadre de solidarité « naturelle ». Ce retour aux solidarités familiales constitue une vraie régression pour l'émancipation individuelle et collective, pour le droit à disposer de son corps et de sa sexualité. Car lorsque leur entourage n'accepte pas leur identité ou leur sexualité, les individus sont contraints à l'enfermement dans la sphère familiale, à l'invisibilité ou à des situations de précarité parfois dramatiques. D'autre part, nos États, qui se targuent de modernité et de libéralisme, continuent à maintenir une inégalité de droits entre homos et hétéros, créant ainsi une catégorie de sous-citoyens. Et malgré les annonces ministérielles sur la « dépsychiatisation » 1, les personnes trans sont toujours soumises à l'arbitraire. Les batailles pour l'égalité des droits entre homos et hétéros, et contre la transphobie médicale et étatique, sont indissociables d'un combat plus global contre les inégalités et les oppressions que génère le système capitaliste.

Gabriel Girard

1. Lire à ce sujet l'interview de Cornelia Schneider dans Tout est à nous ! n° 44 du 25 février.

Partager cet article :

Dossiers LGBTI homophobie Hebdo TEAN 56 (20/05/10)

COUPABLE DE CRIME DE LÈSE-HÉTÉRO

Le 3 mars, à Béziers (Hérault), une jeune femme qui se faisait raccompagner par des connaissances a été violée et torturée après leur avoir annoncé son homosexualité. Aujourd'hui, la lesbophobie est de plus en plus répandue et suscite des réactions parfois violentes.

Sous-citoyennes, les lesbiennes n'ont accès ni au mariage, ni à l'adoption, ni à la procréation assistée. Non seulement le gouvernement ne fait rien pour que cela change, mais les ministres Chatel et Morano se sont même opposés à la projection dans les écoles primaires du film *Le Baiser de la lune*, dont l'objectif était de sensibiliser les enfants à l'homophobie. Pourtant aussi longtemps que seule l'hétérosexualité sera considérée comme normale dans la société, l'homophobie continuera de tuer.

* *Paru dans Hebdo TEAN 47 (18/03/10).*

CONTRE LES PROPOS HOMOPHOBES DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES, ABDUSSALAM TREKI

COMMUNIQUÉ DU NPA

Le nouveau Président a déclaré *“n’être personnellement pas en faveur”* de la Déclaration de dépénalisation universelle de l’homosexualité signée par 66 pays et lue par le représentant Argentin, le 18 décembre 2008. Il a ajouté que *« la Déclaration n’était pas acceptable pour la majorité du monde et que certains pays l’ont autorisée pensant faire preuve d’une sorte de démocratie »*.

La protection et la défense des droits des personnes LGBTI ne relèverait donc pas des Droits de l’Homme et du respect des libertés individuelles ? Environ 80 pays à travers le monde punissent l’homosexualité par des lois homophobes soutenues par l’état, et cinq d’entre eux condamnent des personnes à des peines de mort pour « actes homosexuels » !

Mais visiblement l’Assemblée de l’ONU a comme Président un individu pour qui les déportations, les travaux forcés, les pendaisons, les lynchages, les lapidations et les exécutions ne sont pas des problèmes relevant de la protection et de la défense des personnes LGBTI.

Par ce biais, Ali Absussalam Treki remet en cause le respect des engagements universels pour un arrêt des persécutions des personnes LGBTI !

Pendant ce temps le gouvernement français reste silencieux ... C’est pourtant à la veille de la Journée internationale contre l’homophobie que Rama Yade a lancé un appel en faveur de la dépénalisation universelle de l’homosexualité !

Quant aux représentants des pays des membres de l’ONU qui ont signé la déclaration du 18 décembre 2008, ils n’ont pas encore jugé nécessaire de demander à Absussalam Treki de s’expliquer publiquement...

C’est l’homophobie qui est un crime, pas l’homosexualité ! Luttons pour les droits et la reconnaissance des LGBTI.

Le 12 octobre 2009

Lire aussi L’homosexualité est-elle soluble dans le conformisme ? de Jacques Fortin
